

Chapitre – Indicateurs et secteurs d'activités économiques

I - Les indicateurs économiques

Un indicateur économique : Un indicateur économique est une statistique construite afin de mesurer certaines dimensions de l'activité économique.

Il permet de quantifier et d'analyser l'état d'un secteur économique ou de l'économie dans son ensemble. Il fournit une mesure objective et chiffrée d'un phénomène économique.

L'utilité (ou intérêt) d'un indicateur : un indicateur est un outil d'appréciation et d'aide à la décision (évaluation, pilotage et ajustements, ...). Il permet de mesurer méthodiquement un résultat, une situation ou une évolution.

Les pays produisent des biens et services, et les consomment sur le plan national et les échangent (importations et exportations) à l'échelle internationale, les indicateurs économiques permettent à ces pays de mesurer les niveaux et les changements dans la taille et la structure des différentes économies et identifient la croissance et les contractions.

Les indicateurs économiques jouent un rôle central dans l'analyse financière, car ils permettent d'évaluer la santé de l'économie et d'anticiper son évolution future. Pour les investisseurs, ils sont indispensables pour décrypter (déchiffrer et traduire d'une manière claire) les tendances macroéconomiques et prendre des décisions d'investissement éclairées en bourse, sur le marché des changes ou dans d'autres actifs financiers. Par exemple, la hausse du PIB signalera des perspectives de croissance des bénéfices des entreprises.

les indicateurs économiques sont un outil d'aide à la décision précieux pour tous les acteurs financiers.

Les principaux indicateurs économiques : On peut distinguer trois grandes catégories d'indicateurs économiques :

- Les indicateurs macroéconomiques : ils reflètent l'état général de l'économie. En d'autres termes, les indicateurs macroéconomiques donnent une photographie globale de la santé de l'économie d'un pays. Ils permettent d'analyser la conjoncture et d'anticiper les tendances à venir. Les principaux indicateurs macroéconomiques que tous les investisseurs ou acteurs financiers doivent suivre sont le PIB, l'inflation et le taux de chômage.

- Les indicateurs financiers : ils mesurent la santé du système financier (taux d'intérêt, cours boursiers, liquidité bancaire, etc.). en outre, ils analysent la santé financière des institutions bancaires et non bancaires. Ils sont cruciaux pour évaluer les risques et la solidité du système financier.
- Les indicateurs sectoriels : ils sont spécifiques à un secteur d'activité (production industrielle, ventes au détail, prix de l'immobilier, etc.). En complément des indicateurs macroéconomiques et financiers, il est essentiel de suivre les indicateurs économiques propres aux principaux secteurs d'activité. Chaque secteur possède des indicateurs phares qui reflètent sa santé.
- ✓ **Exemples d'indicateurs macroéconomiques :**
 - **PIB, inflation, taux de chômage**

Le **produit intérieur brut (PIB)** est considéré comme le principal indicateur macroéconomique. Il mesure la richesse produite par un pays pendant une période donnée, généralement un trimestre ou une année. Une hausse du PIB indique une croissance de l'activité économique globale. Elle laisse présager une augmentation des bénéfices des entreprises, ce qui est positif pour les investisseurs. À l'inverse, un ralentissement du PIB est le signe d'une conjoncture morose.

L'inflation : correspond à la hausse générale des prix des biens et services sur une période. Elle est mesurée à travers différents indices comme l'indice des prix à la consommation (IPC). Une inflation maîtrisée, de l'ordre de 2 % par an, est considérée comme saine. Mais une inflation galopante pèse sur le pouvoir d'achat et incite généralement les banques centrales à relever leurs taux d'intérêt, ce qui freine l'économie.

Le taux de chômage est également un indicateur macroéconomique clé. Un taux de chômage élevé ou en progression signale un marché de l'emploi dégradé, une consommation inerte et des risques de tensions sociales. À l'inverse, un taux de chômage faible ou en baisse reflète une économie dynamique créatrice d'emplois.

Indicateur du commerce extérieur :

Taux d'intérêt et taux de change :

Les taux d'intérêt sont de plus des indicateurs macroéconomiques essentiels pour les investisseurs et tout acteur financier. Ils correspondent au coût de l'emprunt et au

rendement des placements financiers comme les obligations. Les taux directeurs sont fixés par les banques centrales alors que les taux obligataires et interbancaires sont déterminés par l'offre et la demande sur les marchés.

Le taux de change entre les monnaies est également un indicateur critique. Il influence la compétitivité à l'exportation des entreprises ainsi que le pouvoir d'achat des ménages et des investisseurs. Les variations de change ont un fort impact sur certains secteurs comme le tourisme et la technologie.

- ✓ **Exemples des indicateurs financiers** : Ces indicateurs analysent la santé financière des institutions bancaires et non bancaires. Ils sont cruciaux pour évaluer les risques et la solidité du système financier.

Parmi les principaux indicateurs financiers on peut citer :

- **les ratios de liquidité** : ils mesurent la capacité d'une banque ou entreprise à honorer ses dettes à court terme. En d'autres termes, il exprime la différence entre l'actif et le passif à court terme (coefficient de liquidité = Actif à court terme/Passif à court terme). Un ratio de liquidité élevé reflète une situation financière saine ;

- **Les ratios d'endettement** : ils comparent les dettes aux fonds propres ((Dettes financières/capitaux propres) x100), sont également importants. Un endettement excessif risque de provoquer des défauts de paiement en cas de conjoncture difficile.

- **Les ratios de rentabilité** (Résultat net/Capitaux propres): comme le retour sur investissement et le retour sur capitaux propres, ils indiquent la rentabilité d'une entreprise. Ils permettent d'apprécier sa performance opérationnelle. Des ratios de rentabilité stables ou en hausse sont de bon augure pour l'investisseur.

- ✓ **Exemples de indicateurs sectoriels** : ce sont des indicateurs économiques propres aux principaux secteurs d'activité. Chaque secteur possède des indicateurs phares qui reflètent sa santé.

- **Dans l'immobilier** : le nombre de permis de construire et l'évolution des prix de l'immobilier sont des indicateurs économiques cruciaux. Ainsi, le nombre de transactions immobilières et le taux d'intérêt des crédits logement sont des indicateurs qui donnent des informations précieuses sur ce marché.

- **High-tech** : dans le secteur des hautes technologies (produits électroniques, logiciels, technologies de l'information, télécommunication, ...), les investisseurs observent les dépenses en recherche et en développement qui témoignent de

l'innovation. La valeur des commandes technologiques ou le nombre de brevets déposés reflètent aussi la dynamique du secteur.

- **Dans l'automobile** : les immatriculations de véhicules et la production automobile mensuelle sont des indicateurs économiques clés. Les statistiques sur les ventes des principaux constructeurs sont aussi analysées de près. Ces indicateurs sectoriels avancés, spécifiques à chaque secteur, permettent d'affiner l'analyse des investisseurs. Ils viennent compléter les indicateurs économiques globaux pour décrypter les forces et les faiblesses des secteurs stratégiques.

II - Les secteurs d'activités économiques

Un **secteur économique**, **secteur d'activité** ou **secteur d'activité économique** est un ensemble d'activités économiques ayant des traits similaires. C'est également une subdivision macroéconomique de l'économie, regroupant l'activité des entreprises qui appartiennent à une même catégorie. Traditionnellement la répartition de l'ensemble de l'activité économique est répartie en trois grands secteurs économiques (primaire, secondaire, tertiaire).

Il existe trois secteurs d'activités économiques : primaire, secondaire et tertiaire.

Primaire : Le secteur primaire concerne la collecte et l'exploitation des ressources naturelles (matériaux, énergie, et certains aliments). En d'autres termes, le secteur primaire correspond aux activités liées à l'extraction des ressources naturelles. Il comprend l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière et l'exploitation minière. On désigne parfois les trois dernières industries par « autres industries primaires »

Secondaire : le secteur secondaire implique les industries de transformation des matières premières . Il correspond aux activités liées à la transformation des matières premières, qui sont issues du secteur primaire. Il comprend des activités aussi variées que l'industrie du bois, l'aéronautique et l'électronique, le raffinage du pétrole, la production industrielle, la construction...

Tertiaire : le secteur tertiaire regroupe les industries du service (essentiellement immatériel : conseil, assurance, intermédiation, formation, études et recherche, administration, services à la personne, sécurité, nettoyage, etc.). En d'autres termes, il regroupe toutes les activités économiques qui ne font pas partie des deux autres, essentiellement des services. Par exemple,

le conseil, l'assurance, l'enseignement, la grande distribution, le tourisme, la restauration et les agences immobilières font partie du secteur tertiaire.

En outre, le secteur tertiaire se compose :

- Du secteur tertiaire **principalement marchand** (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication) ;

- Du tertiaire **principalement non-marchand** (administration publique, enseignement public, santé publique et humaine, action sociale).

Aujourd'hui, on parle d'**un quatrième secteur** (quaternaire), issu essentiellement du secteur tertiaire, et regroupant l'ensemble des activités qui visent à fournir des services très élaborés, en lien avec l'informatique, comme les activités liées à l'innovation, au numérique et à la communication (médias, activités de conseil et de recherche et développement).

Ce secteur nécessite une main-d'œuvre hautement qualifiée. Ce quatrième secteur conjugue le secondaire et le tertiaire : ses produits ne sont ni des biens, ni des services, mais une combinaison des deux. Ils constituent un nouveau service : la mise à disposition temporaire de biens, de personnes, ou de combinaisons de biens et de personnes (le montage financier, la garantie, la maintenance ou l'assurance réparation, contractualisés avec le bien en question).

III – Les secteurs clés de l'économie marocaine :

L'économie marocaine repose sur plusieurs secteurs dynamiques qui jouent un rôle crucial dans la croissance et le développement du pays. Chacun de ces secteurs contribue de manière significative au PIB national, à l'emploi, et aux exportations. Voici une analyse des principaux secteurs clés de l'économie marocaine en 2024 :

1) Agriculture : Le secteur agricole est un pilier historique de l'économie marocaine. En effet, l'agriculture représente environ 12% du PIB marocain en 2024 et emploie près de 40% de la population active. Ce secteur est un pilier traditionnel de l'économie marocaine, bien qu'il soit fortement dépendant des conditions climatiques.

- Céréales : La production de céréales a baissé en raison des sécheresses récurrentes, mais elle reste une composante essentielle de l'agriculture marocaine.

- Agrumes et primeurs : Le Maroc est le 5ème exportateur mondial d'agrumes, et les exportations de fruits et légumes représentent une part importante des revenus agricoles.

Malgré sa contribution élevée à l'économie, le secteur agricole reste vulnérable aux variations climatiques, ce qui pousse le gouvernement à investir dans des technologies comme l'agriculture de précision et des infrastructures d'irrigation.

2) Tourisme : le secteur touristique est considéré comme un moteur de devises étrangères. Il est un contributeur majeur au PIB, avec une part estimée à **7%** en 2024. Le Maroc attire chaque année des millions de touristes, générant des milliards de dollars en revenus. Après la reprise post-COVID, le secteur touristique a enregistré une croissance rapide en 2023, et cette dynamique se poursuit en 2024.

- En 2023, le Maroc a accueilli plus de **14 millions de touristes**, un chiffre qui devrait augmenter avec des projets tels que la **Coupe du Monde de la FIFA 2030**, dont le Maroc sera l'un des co-organisateurs.

- Les revenus du tourisme devraient dépasser les **80 milliards de dirhams** en 2024, selon le ministère du Tourisme.

3) Industrie automobile : le secteur automobile a connu ces dernières années une croissance exponentielle. Il est devenu le premier secteur exportateur du Maroc, contribuant à environ **25% des exportations nationales** en 2023. La montée en puissance du Maroc en tant que hub automobile africain a été portée par des investissements étrangers, notamment des entreprises comme Renault et PSA Peugeot (Peugeot Société Anonyme : ancien constructeur automobile français).

- **Production de véhicules** : en 2023, plus de **700 000 véhicules** ont été produits au Maroc, principalement dans les usines de Tanger et Kénitra.

- **Emplois** : Le secteur automobile emploie plus de **180 000 personnes**, faisant de lui un moteur clé de l'emploi industriel.

Le secteur bénéficie d'une infrastructure moderne, notamment grâce à la proximité du **port Tanger Med**, facilitant les exportations vers l'Europe et l'Afrique.

4) Phosphates : Le secteur des phosphates est un leader mondial. Le Maroc est le **premier exportateur mondial de phosphates** et dispose de **70% des réserves mondiales**. Le secteur des phosphates est un pilier de l'économie marocaine, représentant environ **6% du PIB** et jouant un rôle stratégique dans l'agriculture mondiale.

- L'**Office Chérifien des Phosphates (OCP)** est le principal acteur du secteur, générant des milliards de dollars en exportations chaque année.
- En 2023, les exportations de phosphates et de dérivés ont rapporté près de **100 milliards de dirhams**.

L'OCP continue de développer des infrastructures pour accroître la production de phosphates transformés, notamment à travers le complexe industriel de **Jorf Lasfar**.

5) Textile et habillement : considéré comme un secteur traditionnel en reconfiguration. Le secteur du **textile et de l'habillement** représente environ **15% des exportations industrielles** du Maroc et emploie près de **200 000 personnes**. Bien qu'il ait subi une forte concurrence internationale, notamment de l'Asie, le secteur se tourne désormais vers une production à **plus forte valeur ajoutée**, notamment pour les marques européennes.

- **Emplois** : Environ **200 000** personnes sont employées dans ce secteur, principalement dans les zones industrielles de **Casablanca** et **Tanger**.
- **Exportations** : Le secteur textile exporte pour environ **3 milliards de dollars** par an.

6) Énergies renouvelables : le secteur d'énergies renouvelables est un leader régional. Le Maroc est devenu un leader régional en matière d'**énergies renouvelables**, avec pour ambition d'atteindre **52% de sa capacité électrique** à partir de sources renouvelables d'ici 2030. En 2024, environ **38%** de l'électricité produite au Maroc provient de sources renouvelables, principalement grâce à l'énergie solaire et éolienne.

- **Complexe Noor Ouarzazate** : Ce projet est l'un des plus grands complexes solaires au monde, avec une capacité installée de **580 MW**.
- **Investissements** : Le secteur des énergies renouvelables a attiré plus de **2,5 milliards de dollars** d'investissements étrangers au cours des cinq dernières années.

7) Secteur financier : ce secteur est caractérisé par une croissance régionale. Le secteur financier marocain est un pilier de l'économie nationale et un moteur de la stratégie d'internationalisation du Maroc en Afrique. Casablanca est devenue un centre financier régional avec la création de **Casablanca Finance City (CFC)**.

- Le secteur représente environ **5% du PIB** marocain, avec une concentration croissante des activités financières dans la capitale économique.

- **CFC** regroupe plus de **200 entreprises financières internationales**, attirées par des incitations fiscales et des infrastructures modernes.

8) Immobilier : Le secteur de l'**immobilier** est un secteur stratégique, il occupe une place importante dans l'économie marocaine, représentant environ **11% du PIB**. Ce secteur est soutenu par une demande forte dans les segments résidentiel, commercial et industriel, bien que le marché ait connu des fluctuations en raison de la crise sanitaire et des hausses de prix des matériaux de construction.

- En 2023, le marché immobilier marocain a connu une hausse des prix de **6%** dans les grandes villes comme **Casablanca, Rabat, et Marrakech**.

- Les **investissements dans l'immobilier** sont particulièrement importants dans les **zones touristiques** et les **projets de logements sociaux**, avec un déficit estimé à **500 000 unités** de logements.

9) Transferts de la diaspora (transferts d'argent (fonds) effectués par les marocains à l'étranger vers le Maroc): est considérée comme une source importante de devises. Les **transferts de fonds** de la diaspora marocaine représentent environ **7% du PIB** et constituent une source importante de devises pour le Maroc. En 2023, les transferts ont atteint un montant record de **10 milliards de dollars**, avec une part importante venant de la diaspora en **Europe** et en **Amérique du Nord**.

- Ces fonds sont utilisés principalement pour soutenir les familles, investir dans l'immobilier, et développer des entreprises locales.

- Le gouvernement marocain encourage ces investissements à travers des incitations fiscales et des programmes spécifiques destinés à la diaspora, tels que le **Fonds MDM Invest**.

En conclusion, pour les principaux secteurs d'activités, l'économie marocaine en 2024 est portée par des secteurs dynamiques tels que l'agriculture, le tourisme, l'automobile, les phosphates, et les énergies renouvelables. L'immobilier et les transferts de la diaspora jouent également un rôle clé dans la stabilité financière et le développement économique du pays. Grâce à une diversification croissante, le Maroc continue de renforcer sa position en tant que hub économique régional en Afrique.

